

GENÈVE INTERNATIONALE

Bulletin de l'intergroupe parlementaire



ÉDITO

Laurent Wehrli
Conseiller national

La Genève internationale, un outil de politique extérieure

La nouvelle a surpris le monde. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) signe un accord sur la prévention des épidémies, longuement négocié, largement approuvé par les États membres. Le multilatéralisme ne serait donc pas mort.

Une bonne nouvelle par ces temps de morosité qui voit les organisations internationales et les ONG contraintes à des économies drastiques et des licenciements massifs. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) supprime des subventions et met en péril les projets pour l'humanitaire et la santé dans le monde. Les organisations annoncent des licenciements, sur le terrain, comme à Genève.

Le Canton de Genève a pris la mesure de la crise et a réagi vite, décidant d'accorder une aide directe de 10 millions de francs au secteur international. Le Conseil des États approuve l'octroi d'un prêt de 44 millions pour la rénovation du siège de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et une aide supplémentaire de 80 millions de dollars de 2025 à 2028 a été annoncée pour l'OMS. Personne ne considère qu'il n'y a pas des réformes à imaginer, mais pas aussi brutalement, avec le licenciement abrupt des employés et l'abandon des populations sur le terrain.

Après la sidération des premiers jours, la mobilisation prend forme. Des propositions surgissent. S'engager dans la mise en œuvre concrète de l'Agenda 2030 sur le développement durable, voté par les Nations Unies. Organiser une grande conférence sur le futur du multilatéralisme, alors que les terrains de discussion se déplacent désormais entre Ankara, Doha ou Riyad. Impliquer davantage les pays du « Sud global ». Mieux associer à la réflexion les fondations philanthropiques. Diversifier les sources de financement. Ces démarches sont importantes pour le maintien et le développement des actions multilatérales et humanitaires de la Genève internationale, un pôle essentiel de soft power utile au monde et à la Suisse. Les récentes négociations entre les États-Unis et la Chine sur les droits de douane en sont un exemple marquant.

La crise que nous connaissons actuellement porte atteinte aux valeurs de notre pays. Il est fondamental que la Suisse, ses citoyens et ses autorités, continuent à s'engager pour des valeurs humanitaires fortes. ■



L'ENJEU

Quel engagement fédéral pour le multilatéralisme ?

Voilà donc le Conseil fédéral interpellé, questionné, invité à se prononcer. C'est le conseiller aux États Pascal Broulis qui a déposé officiellement une motion au mois de mars. Elle est intitulée : « Menaces sur la Genève internationale et l'écosystème du multilatéralisme. Quelles solutions sont mises en place par le Conseil fédéral ? ».

La motion déroule une série de questions : comment le Conseil fédéral évalue-t-il la situation ? Peut-il chiffrer l'impact économique pour la Genève internationale et la Suisse ? Et encore : va-t-il se mobiliser pour renforcer concrètement la résilience et le positionnement de la Genève internationale et organiser son action au bénéfice du multilatéralisme ? Elle demande enfin si le Conseil fédéral doit adapter sa stratégie relative au multilatéralisme et à l'État hôte 2026-2029 à l'aune des développements récents.

Le Conseil fédéral a déjà essuyé des critiques. Certains évoquent « un silence assourdissant » face aux effets de la nouvelle politique américaine sur l'aide humanitaire et sanitaire dans le monde. La Genève internationale traverse une tempête. Mais pas de phare à l'horizon fédéral.

L'angle fédéral est choisi à dessein bien sûr. Ce qui va se produire à Genève va affecter nombre d'organisations humanitaires dans tout le pays. La motion plaide pour Genève mais plus largement pour la Suisse, qui profite du statut international du canton et qui lui permet de jouer un rôle plus important que son poids politique réel ou sa puissance économique.

La rencontre de haut niveau entre la Chine et les États-Unis organisée à Genève le 10 et 11 mai derniers illustre fièrement la pertinence de cet argument. C'est en effet au bout du lac que la Chine et les États-Unis discutent des tarifs douaniers dans un contexte de tensions commerciales exacerbées. Le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, rencontre à cette occasion la Présidente de la Confédération Karin Keller-Sutter. Et le vice-Premier ministre chinois, He Lifeng, est l'invité du Conseil fédéral. Les discussions se sont déroulées à la résidence de l'ambassadeur de Suisse auprès de l'ONU sur les hauteurs du Léman. Le Département fédéral des Affaires étrangères célèbre le rôle de Genève, et évoque la neutralité et l'expertise diplomatique. Il y a quelques jours, c'était à Genève aussi que l'OMS annonçait la conclusion d'un accord historique sur la prévention des pan-

démies dans le monde.

La plateforme diplomatique genevoise fonctionne. On discute à Genève, on y négocie, on y conclut des accords. C'est heureux, bienvenu, mais cela n'occulte pas les difficultés qu'elle traverse actuellement et qui peuvent compromettre sérieusement le rôle de notre pays dans les affaires du monde. Parce que ce qui est en jeu aujourd'hui, ce sont aussi les valeurs fondamentales que la Suisse a décidé de soutenir depuis des décennies. Il importe de montrer comment nous voulons continuer à les défendre et de se donner les moyens pour que la Suisse reste ce lieu où on agit pour le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire.

Quel avenir la Suisse souhaite-t-elle pour son outil de politique extérieure ? Toute la question est là. ■

GENÈVE TRAVAILLE POUR LE MONDE

Financement de la Genève internationale

Le Geneva Graduate Institute a publié, avec le soutien de l'État de Genève, une étude sur le financement de la Genève internationale entre 2013 et 2023. Dévoilée le 21 mai dernier, l'étude révèle que les revenus totaux des principales organisations internationales sises à Genève se sont élevés en 2020 à 21 milliards USD. En 2023, ils avaient baissé à 18,7 mil-

liards USD. Les organisations des secteurs de la santé et de l'humanitaire concentrent à elles seules jusqu'à 91 % des revenus (année 2021). Le COVID a augmenté les contributions au secteur de la santé. Le mécanisme COVAX, en particulier, a attiré des donateurs en dehors des pays occidentaux (Brésil, Chine, Arabie saoudite, notamment). ■



30%
du total des
revenus est
couvert par les
États-Unis



90%
des revenus
proviennent des
pays du G7 et de
l'UE.



89%
des financements
viennent de sources
publiques



Nathalie Fontanet
Conseillère d'État

L'INVITÉE

Forger le multilatéralisme de demain

Avez-vous une vue plus précise des effets des décisions américaines sur les emplois à Genève ?

Les coupes américaines s'inscrivent dans un contexte de désengagement financier généralisé. Ce sont donc plusieurs milliers d'emplois qui sont concernés avec, à terme, un risque de fragmentation du système. Notre inquiétude porte notamment sur la délocalisation de fonctions essentielles, menées par souci d'économies plutôt que d'efficacité.

Vous avez interpellé très tôt le Conseil fédéral, avez-vous eu des signes plus concrets sur son engagement ?

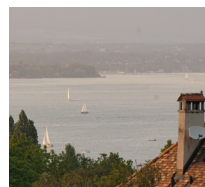
L'enjeu ne se limite pas à défendre des emplois locaux. C'est l'héritage d'un système de valeurs qui font partie de l'identité même de notre pays qui est en jeu. Il est important que la Suisse prenne toute la mesure de la gravité de la situation et donne un signal fort. De notre côté nous avons déposé, le 21 mai devant le Grand Conseil, un projet concret pour aider les forces vives de la Genève internationale à s'adapter aux défis structurels résultant de la crise actuelle, élaboré en concerta-

tion avec le DFAE. Sa mise en œuvre prévoit la création d'une fondation, co-fondée par le Canton de Genève et la Fondation Hans Wilsdorf, qui contribueront à hauteur de 25 millions chacun. Charge à cette structure baptisée Fondation pour l'adaptation de la Genève internationale (FAGI) de rechercher des fonds supplémentaires au regard des besoins.

Vous avez aussi évoqué la nécessité pour la Genève internationale d'initier des réformes, avez-vous de votre part des suggestions à formuler ?

Si les réformes doivent émaner des organisations elles-mêmes et de leurs membres, nous devons leur accorder le temps nécessaire. Nous pouvons aussi offrir des solutions innovantes, numériques et collaboratives, dont des nouveaux modèles de financement. La Suisse doit s'affirmer comme laboratoire d'idées pour le multilatéralisme de demain. Malgré le coût de la vie, nos atouts demeurent: une coordination sans failles entre autorités hôte, un aéroport performant et une diversité inégalée de parties prenantes, notamment académiques. ■

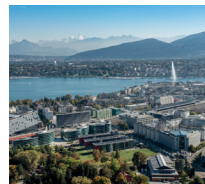
LES ACTUALITÉS



Rencontre USA-Chine

Les États-Unis ont échangé avec la Chine à Genève pour la première fois depuis le début des tensions commerciales et sont arrivés à un accord pour désamorcer la guerre commerciale.

Retrouvez
l'article
en ligne.



Étude sur le financement de la Genève internationale

Le Geneva Graduate Institute et l'État de Genève ont publié une étude analysant le financement des organisations internationales sises à Genève entre 2013 et 2023.

Consultez l'étude
complète
en ligne.



04.06.25 : Rencontre avec la Secrétaire générale de l'UIT

Doreen Bogdan-Martin, Secrétaire générale de l'UIT, partagera sa vision d'un multilatéralisme numérique renforcé et évoquera le rôle de l'IA pour façonner le monde de demain.

Inscrivez-vous
ici pour cette
rencontre.



Genève Internationale

Bulletin de l'intergroupe parlementaire
N°8 | Juin 2025

www.fondationpourgeneve.ch
IG_Geneve_internationale@fondationpourgeneve.ch

© Fondation pour Genève